

Coalition montréalaise pour la rémunération des stages
18 septembre 2018

À toutes les candidates et tous les candidats aux élections provinciales,

Cette lettre est une réponse à votre intérêt soudain pour la campagne pour la rémunération des stages qui a pourtant cours depuis plus de deux ans. Notre réponse est la suivante: nous ne croyons pas qu'il soit dans l'intérêt des étudiant.e.s et des stagiaires de discuter avec les partis politiques pendant les élections. Le seul dialogue que nous serons ouvert.e.s à avoir sera avec le parti élu, autour d'une table de négociations. Nous pouvons toutefois vous rappeler l'objectif de la campagne menée depuis plus de deux ans sur différents campus à travers le Québec. Nous exigeons la rémunération de l'ensemble des stages à tous les niveaux d'étude, et ce, sans exception.

À différents moments cette année, particulièrement lors des journées de grève, les différents partis se sont prononcés publiquement au sujet des revendications des stagiaires dans le but de se faire du capital politique. Certains ont parlé de créer un statut particulier pour les stagiaires, les reléguant, comme c'est le cas présentement, hors du cadre légal des normes du travail, c'est-à-dire sans recours en cas d'accidents de travail, d'abus psychologique et d'harcèlement sexuel. D'autres ont promis une compensation financière uniquement aux étudiants en éducation en stage final, dans le but de diviser le mouvement, tout en se prétendant de bonne foi¹. On se demande sérieusement pourquoi les étudiantes en soins infirmiers, en éducation à l'enfance et en travail social, par exemple, doivent continuer à travailler gratuitement pendant leurs stages.

Ces promesses détournent le fondement de la revendication des étudiant.e.s stagiaires soit: *la pleine reconnaissance du travail effectué en stage, et, conséquemment, un statut de travailleurs.ses ainsi qu'une rémunération juste et équitable pour l'ensemble des stagiaires.*

Nous savons que les engagements pris pendant les campagnes électorales sont souvent oubliés une fois l'élection terminée. Si les partis politiques sont sincèrement intéressés à corriger l'injustice dont sont victimes les stagiaires, seule l'application de cette revendication saura faire reconnaître les milliers d'heures durant lesquelles les étudiant.e.s contribuent gratuitement à maintenir à bout de bras les services publics et les organismes communautaires. Car il ne faut pas négliger le fardeau psychologique et financier des stages non-payés. Lorsqu'on parle d'accès à l'éducation et de l'importance de la relève; comment peut-on accepter que celle-ci entre sur le marché du travail au bord de l'épuisement professionnel et endettée jusqu'au cou? En éducation, en santé et services sociaux, en communication ou dans le

¹ CLOUTIER, Patricia. (2018). Stage final payé pour les futurs enseignants. *Le Soleil*.
<https://www.lesoleil.com/actualite/education/stage-final-payee-pour-les-futurs-enseignants-64208290177e87e821d7293096d83f6c>

domaine des arts et de la culture, les stagiaires, composé.e.s à majorité de femmes, souffrent encore de la précarité liée au travail impayé.

Avec le soutien de nombreux syndicats et groupes communautaires, plusieurs associations et groupes étudiants ont déjà annoncé leur intention de continuer la lutte jusqu'à la grève générale illimitée si nécessaire, et ce, peu importe l'issue des élections. Des actions d'envergures s'annoncent à l'automne.

Il est temps de passer de la parole aux actes!

Cordialement,

La Coalition Montréalaise pour la rémunération des stages